



Syndicat  
National des  
Professionnel·les  
de la Petite Enfance

## Rapport IGAS sur La Maison Bleue : un scandale d'État, l'heure des comptes a sonné

Guénange, le 16 juin 2025 - Le **rapport définitif de l'IGAS**, publié le 16 juin, accable le groupe privé lucratif **La Maison Bleue (LMB)** pour des pratiques indignes dans le secteur de la petite enfance. Ce que les professionnel·les, les familles et le **SNPPE** dénoncent depuis des années est désormais **confirmé par l'État lui-même** :

- gestion opaque,
- infractions sociales massives,
- dérives financières,
- maltraitance institutionnelle.

Et pourtant, **quelques heures avant la publication du rapport**, la Haute-commissaire à l'Enfance tenait un discours de soutien appuyé... devant la fédération du secteur privé lucratif **FFEC**, dont La Maison Bleue est membre.

### Ce que le SNPPE dénonce, ce que l'IGAS confirme :

Ce que nous dénonçons	Ce que l'IGAS confirme
Des crèches chroniquement sous-effectif et maltraitantes pour les professionnel·les	Le non-respect fréquent des taux d'encadrement et des qualifications, une optimisation salariale source de tensions et de maltraitance institutionnelle
Une stratégie d'éclatement des entités pour contourner le dialogue social	Des dizaines de filiales sans CSE malgré la loi, une absence volontaire de structures collectives (comités, assemblées)
L'instrumentalisation des aides publiques pour financer l'expansion internationale	Des anomalies comptables, des indus CAF, des flux financiers suspects entre filiales françaises et étrangères
Des crèches en crise laissées sans soutien pendant des mois	L'absence d'outils opérationnels au siège pour repérer et aider les établissements en détresse
Un management autoritaire, opaque, vertical	Une gouvernance hypercentralisée autour du président fondateur, sans contre-pouvoir ni transparence
Des enfants en danger au nom de la rentabilité	L'accueil en surnombre sans justification réglementaire, des défauts d'hygiène, des risques non signalés aux départements

# La responsabilité politique est totale

Pendant que les professionnel·les alertaient, l'État finançait.  
Pendant que les crèches souffraient, Bpifrance investissait.  
Pendant que les enfants pleuraient, les profits étaient consolidés.

L'État n'a rien ignoré. Il a laissé faire. C'est une **faillite morale et politique** majeure. La Maison Bleue, comme d'autres groupes, a prospéré **sous le regard complice des pouvoirs publics**, grâce à l'argent des familles, des CAF, des communes, de la branche Famille.

## Ce que le SNPPE exige maintenant




1. **Des sanctions immédiates** contre La Maison Bleue pour ses multiples infractions.
2. **La fin des financements publics** à tout groupe ne respectant pas le droit.
3. **Un moratoire sur les DSP confiées au privé lucratif** : assez d'opacité, assez de déni.
4. **La publication du rapport non occulté**. En effet, le secret des affaires est souvent invoqué pour masquer des données sensibles mais il ne peut pas être utilisé pour dissimuler des faits potentiellement délictueux ou pour bloquer l'accès à une information relevant de la protection de l'enfance ou de la régularité des fonds publics.
5. **La publication des noms des groupes de crèches prochainement contrôlés**, comme le permet la loi "Plein emploi", et conformément à ce que **la ministre s'était engagée à faire devant la commission d'enquête parlementaire** en 2024.
6. **La publication sans délai du rapport IGAS sur l'accueil individuel**, commandé **avant** celui sur La Maison Bleue, mais toujours **retenu**.
7. **La création d'une UES** (Unité économique et sociale) dans le groupe La Maison Bleue, pour mettre fin à l'isolement organisé des salarié·es, permettre l'élection de représentant·es du personnel, et restaurer des droits collectifs effectifs. Cette UES est indispensable pour en finir avec les **irrégularités dans les paies, les erreurs de contrat non corrigées, les retards de remboursement d'arrêts maladie, et le silence des RH** quand les professionnel·les demandent de l'aide. Trop de crèches sont livrées à elles-mêmes face à un siège distant et opaque.

## Le SNPPE continuera de se battre

La publication du rapport IGAS doit être un **tournant**. Elle ne doit pas ouvrir une nouvelle séquence de "communication", mais bien une **série d'actions concrètes, de contrôles renforcés et de ruptures politiques claires**.

**"Il ne s'agit pas de corriger quelques excès. Il s'agit d'en finir avec ce modèle."**

Syndiquez-vous au SNPPE pour défendre vos droits et  
exiger la fin de l'impunité des marchands de crèches.

 Contact presse :  
 [contact@snppe.fr](mailto:contact@snppe.fr)  
 [www.snppe.fr](http://www.snppe.fr)